

Le déclin des corporations de Londres : les cordonniers au XVIII^e siècle

Giorgio Riello

DANS **REVUE D'HISTOIRE MODERNE & CONTEMPORAINE** 2007/1 (N° 54-1), PAGES 145 À 170
ÉDITIONS BELIN

ISSN 0048-8003

ISBN 9782701145693

DOI 10.3917/rhmc.541.0145

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2007-1-page-145.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le déclin des corporations de Londres : les cordonniers au XVIII^e siècle

Giorgio RIELLO

Les corporations britanniques constituent encore un champ de recherche assez négligé¹, malgré quelques initiatives et travaux récents². Ce qui contraste avec l'intensification des recherches dans d'autres pays européens, particulièrement en France et en Italie³. Les archives corporatives, à Londres ou en province, n'ont pas encore livré toutes leurs richesses, et le rôle économique des *guilds* doit sans doute être réévalué, en particulier s'agissant du XVIII^e siècle⁴. Alors que les

1. Merci à Richard Butler, Giovanni Luigi Fontana, Ian Gadd, Perry Gauci, Negley Harte, Julian Hoppit, Gabriella Lombardo, Philippe Minard, John Styles, Patrick Wallis et Joseph Ward pour leur aide et leurs conseils. Je reprends ici les perspectives tracées dans mon article « The shaping of a family trade : the Cordwainers' company in eighteenth-century London », in Ian GADD, Patrick WALLIS (eds.), *Guilds, Society and Economy in London, 1450-1800*, London, Centre for Metropolitan History, 2002, p. 141-159. Voir également Giorgio RIELLO, *A Foot in the Past. Consumers, Producers and Footwear in the Long Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University press, 2006, chapitre 6.

2. La plupart des études sur les corporations britanniques se concentrent exclusivement sur la capitale anglaise (et la grande majorité sont des monographies commanditées par les *livery companies* contemporaines, héritières de ces corporations). Voir aussi Joseph P. WARD, *Metropolitan Communities: Trade Guilds, Identity, and Change in Early Modern London*, Stanford, Stanford University Press, 1997, et les travaux en cours de Philippe MINARD (notamment le volume 3 de son habilitation à diriger des recherches : « Normes et institutions économiques dans l'Angleterre du "long" XVIII^e siècle », Université Paris 1, 1994).

3. Voir pour la France : Steven L. KAPLAN, Cynthia J. KOEPP (eds.), *Work in France. Representations, Meaning, Organization and Practices*, Ithaca, Cornell University Press, 1986; James Richard FARR, *Hands of Honor: Artisans and their World in Dijon, 1550-1650*, Ithaca, Cornell University Press, 1988; Michael SONENSCHER, *Work and Wages: Natural Law, Politics and the Eighteenth Century French Trades*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991; Steven L. KAPLAN, *La fin des corporations*, Paris, Fayard, 2001 et Steven L. KAPLAN, Philippe MINARD (éd.), *La France, malade du corporatisme ? XVIth-XXth siècles*, Paris, Belin, 2004; Pour l'Italie : Simona CERUTTI, *La ville et les métiers : naissance d'un langage corporatif* (Turin, XVIth-XVIIth siècle), Paris, Éditions de l'EHESS, 1990; Elisabetta MERLO, *Le corporazioni: conflitti e soppressioni. Milano tra Sei e Settecento*, Milano, Franco Angeli, 1996; Alberto GUENZI, Paola MAZZA, Angelo MOTOLI (eds.), *Guilds, Markets and Work Regulations in Italy, XVI-XIXth Centuries*, Aldershot Ashgate, 1998 (et éd. italienne : Milano, Franco Angeli, 1999). Pour une comparaison européenne : Heinz-Gerhard HAUPT (Hrsg.), *Das Ende der Zünfte: eine Europäischer Vergleich*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2002; Ian GADD, Patrick WALLIS (eds.), *Guilds and Association in Europe, 1200-1900*, London, Centre for Metropolitan History, 2007 ; et la rencontre organisée par le Global Economic History Network : « The Return of Guilds », Université d'Utrecht, 5-7 octobre 2006.

4. La plupart des documents des corporations londoniennes sont maintenant archivés à la Guildhall Library, dépendante de la municipalité de Londres. S'y trouvent des registres d'apprentissage et de maîtrise, des procès-verbaux de délibération et des documents financiers. Consulter le site : <http://www.ihrinfo.ac.uk/gh/livintro.htm>. Il existe deux histoires « officielles » de la *London Cordwainers'*

dynamiques et les processus de la révolution industrielle sont relativement bien connus, et toujours au cœur de débats vigoureux, on ne peut pas en dire autant du rôle des institutions économiques « traditionnelles », telles que les corporations, alors que la période connaît des changements économiques importants⁵. Mon objectif est précisément d'analyser les relations entre les anciennes structures corporatives et l'évolution de l'économie au cours de ce qu'en Grande-Bretagne on appelle le « long XVIII^e siècle », en prenant l'exemple de la corporation londonienne des cordonniers (*Cordwainers' Company*)⁶. Si l'on peut bien parler de déclin, il importe de comprendre les dynamiques à l'œuvre : le cas des cordonniers montre que loin d'être simplement des institutions réactionnaires promptes à appliquer des règles désuètes et à poursuivre tous ceux qui ne s'y pliaient pas, les *guilds* (ou *livery companies*) ont tenté de s'adapter à un environnement économique changeant. En l'occurrence, la corporation des cordonniers a cherché à attirer en son sein ceux qui pratiquaient le métier sans pouvoir prétendre au titre de membre de la compagnie⁷. Elle soutint également des innovations économiques et sociales, vues comme propices au développement du métier. Bref, on repère là une attitude des plus dynamiques, qui offre un nouvel éclairage sur cet univers corporatif⁸.

UN NOUVEAU REGARD SUR L'UNIVERS CORPORÉ

Pendant longtemps, on a mis l'accent sur le déclin du rôle économique des corporations dans les économies urbaines, et le XVIII^e siècle apparaissait comme la phase finale d'une lente disparition annoncée. Une certaine vision, aujourd'hui contestée, de l'économie dite pré-industrielle, associait les règlements corporatifs à l'idée de stabilité, de freins mis à la concurrence et de méthodes de production obsolètes⁹. On soulignait le fait qu'à partir de la fin du XVII^e siècle, l'expansion des

Company : Charles Henry Waterland MANDER, *A Descriptive and Historical Account of the Guild of Cordwainers of the City of London*, London, s.e., 1931 ; et Jennifer LANG, *The History of the Worshipful Company of Cordwainers of London*, London, Perpetua Press Ltd, 1979.

5. Voir en particulier Leonard N. ROSENBLAND, « Social capital in the early industrial revolution », *Journal of Interdisciplinary History*, XXIX/3, 1999, p. 435-457.

6. NdT : Le terme utilisé pour cordonnier est *shoemaker*, mais la compagnie a conservé le terme de *cordwainer*, qui renvoie au travail des cuirs de Cordoue. Cf. Colin WATERS, *A Dictionary of Old Trades, Titles and Occupations*, Newbury, Countryside Books, 1999.

7. NdT : Il faut distinguer ceux qui exercent le métier de cordonnier (*shoemaker by trade*) et ceux qui ont le titre de membre de la corporation (*freemen* de la *London Cordwainers' Company*). Rappelons que l'appartenance à une *livery company* est une condition pour pouvoir prétendre à la citoyenneté de Londres (*freedom of the City of London*).

8. Point de vue défendu notamment par Gail BOSENZA, « Protecting merchants : guilds and commercial capitalism in eighteenth-century France », *French Historical Studies*, XV/1, 1988, p. 693-703, et plus récemment Clare Haru CROWSTON, *Fabricating Women : The Seamstresses of Old Regime France, 1675-1791*, Durham, Duke University Press, 2001, et Corine MAITTE, *La trame incertaine : le monde textile de Prato. XVIII^e-XIX^e siècles*, Villeuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion 2001, p. 69-98 ; ID., « Le réformisme éclairé et les corporations : l'abolition des arts en Toscane », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 49-1, 2002, p. 56-88.

9. « Dans le système corporatif, les producteurs urbains maintenaient un mode de production traditionnel et onéreux qui résistait au changement et qui cherchait à éviter les forces du marché et l'adapta-

marchés nationaux et internationaux avait permis le développement d'activités productives à la campagne, au travers de structures proto-industrielles, et dans les villes non corporées, c'est-à-dire en-dehors des structures corporatives¹⁰. L'apprentissage et la maîtrise étaient en voie de disparition tandis que de nouvelles formes d'organisation du travail apparaissaient dans l'économie urbaine¹¹. Ainsi, tandis que d'autres formes d'organisation de la production s'affirmaient de plus en plus, les corporations se seraient repliées sur leurs fonctions sociales plutôt qu'économiques. Cette vision étroite du monde du travail corporé, qui a longtemps prédominé, a concouru à maintenir l'image de la « révolution industrielle » comme berceau de la croissance économique moderne. La suppression d'institutions sclérosées, comme les corporations urbaines, était alors présentée comme l'une des conditions nécessaires au « décollage » économique. C'est seulement avec la séparation entre métier et corporation, et la disparition des liens corporatifs, que les métiers auraient pu devenir des systèmes de production « modernes ».

Cette explication n'est certes pas totalement erronée, mais nombre des mécanismes invoqués demeurent obscurs. Comme l'a remarqué Cissie Fairchild à propos du système corporatif parisien au XVIII^e siècle, « la plupart des études se sont plus penchées sur les dimensions politiques et idéologiques des corporations que sur leurs fonctions économiques »¹². De fait, on repère mal de quelle manière les corporations ont vu s'effacer leurs fonctions économiques traditionnelles. Moins

tion qu'elles exigeaient» : Paul M. HOHENBERG, « Urban manufactures in the proto-industrial economy : culture versus commerce ? », in Maxine BERG (ed.), *Markets and Manufacture in Early Industrial Europe*, London, Routledge, 1991, p. 161.

10. *Ibidem*, p. 165-166 ; Maxine BERG, « Small producer capitalism in eighteenth-century England » *Business History*, XXXV/1, 1993, p. 17-39 ; James R. FARR, « On the shop floor : guilds, artisans, and the European market economy, 1350-1750 », *Journal of Early Modern History*, I/1, 1997, 24-54 ; Barry TRINDER, « Industrializing towns, 1700-1840 », in Peter CLARK, *The Cambridge Urban History of Britain*, tome 2 : 1700-1840, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 805-830.

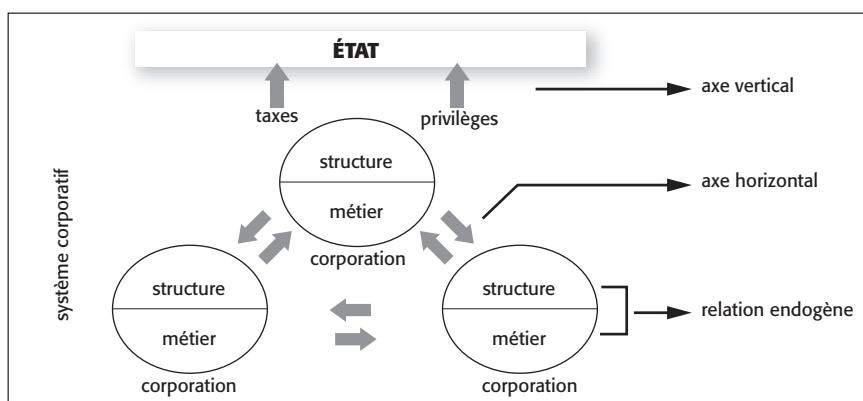
11. Leonard D. SCHWARZ, *London in the Age of Industrialisation : Entrepreneurs, Labour Force and Living Conditions, 1700-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 11-30 ; David R. GREEN, *From Artisans to Paupers : Economic Change and Poverty in London 1790-1870*, Aldershot, Scolar Press, 1998, p. 1-14 ; David BARNETT, *London, Hub of the Industrial Revolution 1775-1825*, London, Tauris Academic Studies, 1998, p. 1-11. Voir aussi Andrew FEDERER, « Westminster tradesmen in the world of goods, c. 1680-1800 », communication au Center for 17th and 18th-Century Studies, Wright State University, January 1989 ; Anita McCONNELL, « From craft workshop to big business : the London scientific instrument trade's responses to increasing demand, 1750-1820 », *London Journal*, XIX/1, 1994, p. 36-53 ; Rudolph H. WACKERNAGEL, « Carlton House mews : the state coach of the Prince of Wales and of the later King of Hanover. A study in the late-eighteenth-century 'mystery' of coach building », *Furniture History*, XXXI, 1995, p. 47-115 ; Helen CLIFFORD, *Silver in London : The Parker and Wakelin Partnership 1760-1776*, New Haven, Yale University Press, 2004, ch. 5 ; Maxine BERG, *Luxury and Pleasure in Eighteenth-Century Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 168-170.

12. Cissie FAIRCHILD, « Three views on the guilds », *French Historical Studies*, XV/4, 1988, p. 688. Voir les remises en cause de la vision traditionnelle dans Robert DUPLESSIS, Martha HOWELL, « Reconsidering the early modern urban economy : the cases of Leiden and Lille », *Past & Present*, 94, 1982, p. 49-84 ; Charles R. HICKSON, Earl A. THOMPSON, « A new theory of guilds and European economic development », *Explorations in Economic History*, 28-2, 1991, p. 127-168 ; S. L. KAPLAN, *Le meilleur pain du monde. Les boulangers de Paris au XVII^e siècle*, Paris, Fayard, 1996 ; et la brève synthèse de James R. FARR, « On the shop floor : guilds, artisans, and the European market economy, 1350-1750 », *Journal of Early Modern History*, 1-1, 1997, p. 24-25. Ces nouvelles approches sont confortées par la révision du concept de révolution industrielle entraînée par les études sur la proto-industrialisation, dans les années 1980, puis par la notion de « révolution industrieuse » for-

que l'état des sources disponibles, c'est le schéma théorique utilisé qui est en cause : on se concentre essentiellement sur l'axe « vertical » des relations entre les autorités politiques (État, municipalités) et les corporations, et la manière dont celles-ci cherchent à se protéger de la concurrence, tant interne qu'externe, en contrôlant l'accès au métier (document 1). Ce primat accordé aux conditions politiques de leur activité tend à laisser dans l'ombre les relations « horizontales » entre les diverses compagnies, de même que les relations endogènes entre la corporation et le métier qu'elle incarne et réglemente.

DOCUMENT 1

L'univers corporé



MÉTIER ET CORPORATION : UNE CORRESPONDANCE IMPARFAITE

Entre la fin du XVII^e siècle et le début du XIX^e, la *Cordwainers' Company* a connu bien des changements, affectant aussi bien l'axe vertical que l'axe horizontal que nous venons de définir. Les transformations observées sur l'un et l'autre plan contribuent assurément à rendre compte de la progressive dissociation qui s'est opérée entre l'exercice du métier et l'appartenance à la corporation. Pour autant, il ne faut pas négliger la manière dont la corporation a pu réagir à ce phénomène de disjonction. La puissance de la structure corporative, l'étendue géographique de son emprise, les relations avec les autres corporations, et l'évolution du marché de consommation londonien constituent autant d'éléments importants à analyser, même s'ils ne peuvent pas être considérés

gée par Jan DE VRIES : « The industrial revolution and the industrious revolution », *Journal of Economic History*, LIV/2, 1994, p. 249-267 ; ID., « Between purchasing power and the world of goods : understanding the household economy in early modern Europe », in John BREWER, Roy PORTER (eds.), *Consumption and the World of Goods*, London, Routledge, 1993, p. 85-132, repris dans Pamela SHARPE (ed.), *Women's Work : the English Experience, 1650-1914*, London, Arnold, 1998, p. 209-239.

comme les seules causes de la disjonction entre métier et corporation. Considérons successivement ces quatre facteurs.

1) En principe, la corporation est censée contrôler l'exercice du métier. Selon bien des historiens, seul un contrôle systématique et continu de la profession par la corporation pouvait empêcher que ne se développent des activités parallèles contrevenant à son monopole¹³. Si tel est le cas, le degré de correspondance entre la corporation et le métier devrait refléter le pouvoir de la corporation. Cependant, la fragilité du pouvoir politique de la *Cordwainers' Company* est frappante (même si intervient une sorte de jeu dialectique entre le pouvoir structurant de la corporation – qui exerçait encore un pouvoir substantiel sur l'activité au début du siècle – et les nouveaux besoins économiques des cordonniers). On ne trouve trace d'aucune oligarchie susceptible d'imposer sa conduite à la corporation¹⁴. Celle-ci n'intervient que rarement, et sans grande efficacité, sur le terrain politique. La seule campagne notable qu'elle ait menée concerne l'interdiction des exportations de cuir, en janvier 1769, et le soutien à la production intérieure par l'introduction d'une prime à l'importation de matière première¹⁵. Mais à cette occasion, certains se plaignirent, une fois de plus, que la corporation avait été bien lente à agir et ait dû s'en remettre aux tanneurs pour rédiger une pétition conjointe¹⁶.

2) Est-ce à dire que la corporation avait en fait déjà perdu pied, et s'avérait incapable de contrôler les activités du métier ? De fait, les comptes rendus des réunions du bureau de la compagnie nous disent bien peu sur ces dernières, laissant penser que la corporation ne pouvait guère faire appliquer ses arrêtés dans toute l'étendue de la métropole londonienne. L'extension géographique de la capitale lui posait en fait un grave problème, comme c'était le cas pour d'autres *livery companies*, du reste. Au cours du XVIII^e siècle, elle était encore capable d'agir avec efficacité dans toute la ville et à Southwark (faubourg de la rive droite de la Tamise), mais pas dans les banlieues. Or, celles-ci jouaient un rôle économique de plus en plus important¹⁷, et dans la seconde moitié du

13. Encore qu'il faille nuancer : les activités de production et de service sont plus faciles à contrôler que celles de distribution. Cf. Keith D.M. SNELL, *Annals of the Labouring Poor : Social Change and Agrarian England, 1660-1900*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 238-9.

14. P.N. SUTTON, «Metropolitan artisans and the discourse of the trade, c. 1750-1825», PhD, University of Essex, 1994, p. 50.

15. *The present situation of the leather trade with respect to the tanner, currier, and complete manufacturer, fairly and impartially stated by the Cordwainers' Company of the City of London*, Londres, 3 janvier 1769.

16. National Archive (ex-PRO, Kew, London) T1 463/331 et 333 ; *A State of the Agreement between the Cordwainers and the Tanners*, London, 1769.

17. Edward A. WRIGLEY, «A simple model of London's importance in changing English society and economy 1650-1750», *Past & Present*, 37, 1966, p. 44-68 ; Valerie PEARL, «Change and stability in seventeenth-century London», *London Journal*, V/1, 1979, p. 3-34 ; Michael BERLIN, «Broken al in pieces : artisans and the regulation of workmanship in early modern London», in Geoffrey CROSSICK (ed.), *The Artisan and the European Town, 1500-1900*, Aldershot, Ashgate, 1997, p. 78-79 ; Charles HARVEY, Edmund M. GREEN, Penelope J. CORFIELD, «Continuity, change and specialization within metropolitan London», *Economic History Review*, LII/3, 1999, p. 469-472 ; Robert SHOEMAKER, «Gendered spaces : patterns of mobility and perception of London's geography, 1660-1750», in J.F. MERRITT, *Imagining Early Modern London. Perceptions and Portrayals of the City from Stow to Strype, 1598-1720*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 145.

XVIII^e siècle, quand le centre de Londres bascula de la Cité vers l'ouest de la ville, la question du contrôle sur les banlieues devint cruciale¹⁸. Les jurés de la corporation se trouvèrent dans l'incapacité de contrôler la production de la métropole, car leur charte de fondation limitait leur autorité à un rayon de deux miles autour de la Cité. Alors que d'autres corporations, comme celle des orfèvres, disposaient d'un droit d'inspection à travers toute l'Angleterre, les *Cordwainers* ne pouvaient réellement intervenir en dehors de la zone métropolitaine que par le biais de contacts avec les corporations provinciales¹⁹.

3) En théorie, la corporation engageait des poursuites contre toute personne « pratiquant illégalement le métier de cordonnier ». Mais elle n'avait ni le pouvoir, ni l'autorité, ni les ressources financières nécessaires pour faire respecter l'interdit²⁰. Le coût des poursuites pouvait être prohibitif : lorsque Charles Wood fut attaqué en justice en juillet 1789 pour exercice illégal de la profession, il fut jugé coupable et condamné à une amende de 2 £, mais la corporation dut payer 60 £ de frais judiciaires²¹. Généralement, elle y gagnait peu, même lorsqu'elle avait gain de cause²². Par conséquent, les cas sur lesquels la corporation décidait d'intervenir étaient évidemment ceux qui présentaient une forte valeur symbolique. Elle décida par exemple de poursuivre George James et Samuel Sapson (respectivement en 1739 et 1742), devant la *Court of King's Bench*. Les accusés avaient non seulement travaillé en tant que cordonniers sans être citoyens de la compagnie (*freemen*), mais ils avaient surtout accumulé de lourdes dettes. Dans ces deux cas, l'objectif principal de la corporation semble avoir été de protéger la respectabilité et la solvabilité de ses membres²³. Ceci explique pourquoi, malgré les nombreux exemples de corroyeurs, bourreliers et savetiers travaillant illégalement en tant que cordonniers, il était rare que la corporation se décide à intervenir²⁴. Au-delà de cette question des priviléges à respecter et des querelles de compétences entre différents métiers appartenant au même secteur de production, il faudrait pouvoir étudier plus précisément les relations complexes entre corroyeurs, chamoiseurs, cordonniers et savetiers, qu'on les envisage sous l'angle du métier ou sous celui de la corporation.

18. Roger FINLAY, B. SHEARER, « Population growth and suburban expansion », in A.L. BEIER, R. FINLAY (eds.), *London 1500-1700: the Making of the Metropolis*, London, Longman, 1986, p. 44-46.

19. Sur l'autorité des orfèvres : John FORBES, « Search, immigration and the Goldsmiths' Company : a study in the decline of its powers », in I. GADD, P. WALLIS (eds.), *Guilds, society and economy*, op. cit., p. 115-125.

20. Guildhall Library, London (désormais GL), 7353/6, f°. 28.

21. GL 7353/8, ff. 104-5.

22. T.K. DERRY, « The repeal of the apprenticeship clauses of the Statute of Artificers », *Economic History Review*, 1st ser., III / 2, 1931, p. 69-70.

23. GL 14318, folios additionnels.

24. Walter M. STERN, « Control vs. freedom in leather production from the early seventeenth to the early nineteenth century », *The Guildhall Miscellany*, II, 1968, p. 438-42. Une longue série d'ordonnances de la *Cordwainers' Company* traitait du problème des savetiers (*cobblers*) qui produisaient des chaussures. Traditionnellement, les *cobblers* ne pouvaient raccommoder les chaussures qu'en y rajoutant au maximum un tiers de cuir neuf. Voir George UNWIN, *Industrial Organisation in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, Oxford, Clarendon Press, 1904, p. 64.

4) Enfin, les changements de structure du marché sont un facteur essentiel de la dissociation croissante entre métier et corporation. Selon la vision classique, les corporations s'opposaient à toute disjonction entre la production, la vente en gros et la vente au détail²⁵. De plus, alors que le marché s'élargissait et que de nouvelles spécialisations fonctionnelles devenaient nécessaires, les corporations défendaient une vision conservatrice des affaires, idéalisant la boutique et l'atelier, s'opposant à la fois à la spécialisation et à la croissance de l'entreprise²⁶. On a pu voir là un souci de maintenir les conditions d'une concurrence loyale, et d'éviter la prise de pouvoir par une oligarchie de riches. Mais le résultat a été que les entreprises les plus innovantes se développèrent en dehors du système corporatif, sans aucune réglementation. Au tournant des années 1740, le métier de cordonnier a effectivement connu ce genre d'évolution. Des entrepôts de chaussures vendaient au détail de grandes quantités de chaussures toutes faites qui étaient produites en province²⁷. La sous-traitance devenait de plus en plus courante et certains entrepreneurs sans aucune expérience de la fabrication de chaussures dirigeaient de florissants magasins en gros et de détail²⁸. Pour séduisante qu'elle soit, cette explication de la dissociation entre métier et corporation pose problème. En premier lieu, elle sur-estime le phénomène de la production à grande échelle, en réalité assez exceptionnelle : la petite entreprise restait la règle. De fait, nous verrons que l'un des problèmes rencontrés par la corporation a été le nombre croissant de petits cordonniers, généralement des compagnons qui se mettaient à leur compte. En second lieu, il est avéré que quelques gros producteurs et détaillants maintinrent une position forte au sein même de la corporation. C'est le cas de John Came : le plus riche grossiste en chaussures de Londres dans les années 1750, il vendait des

25. J.-R. KELLETT, « The breakdown of gild and corporation control over the handicraft and retail trades in London », *Economic History Review*, 2nd ser., X/3, 1958, p. 381-394. Cf. aussi H. CLIFFORD, *Silver in London*, op. cit., p. 65-66 et G. RIELLO, « Strategies and boundaries : subcontracting and the London trades in the long eighteenth century », communication au V&A / RCA Research Seminar in Design, Decorative Art and Material Culture, novembre 2004.

26. H.-C. MUI, L.H. MUI, *Shops and Shopkeeping in Eighteenth Century England*, London, Routledge, 1987, p. 106-134 ; Nancy COX, *The Complete Tradesman. A study of Retailing, 1550-1820*, Aldershot, Ashgate, 2000, p. 17-37 ; ID., « "Beggary of the nation" : moral, economic and political attitudes to the retail sector in the early modern period », in John BENSON, Laura UGOLINI, *A Nation of Shopkeepers : Five Centuries of British Retailing*, London, Tauris, 2003, p. 26-51.

27. G. RIELLO, *A Foot in the Past*, op. cit., p. 50-57 et 176-186. Sur la naissance de la production en série depuis le XVII^e siècle : Beverly LEMIRE, « Developing consumerism and ready-made clothing in Britain, 1750-1800 », *Textile History*, XV/1, 1984, p. 21-44 ; ID., *Fashion's Favourite : the Cotton Trade and the Consumer in Britain, 1660-1800*, Oxford, Oxford University Press, 1991 ; Stanley CHAPMAN, « Innovating entrepreneurs in the British ready-made clothing industry », *Textile History*, XXIV/1, 1993, p. 5-25 ; B. LEMIRE, « Redressing the history of the clothing trade in England : ready-made clothing, guilds, and women workers, 1650-1800 », *Dress*, XXI, 1994, p. 61-74 ; ID., *Dress, Culture and Commerce. The English Clothing Trade before the Factory, 1660-1800*, Basingstoke, Macmillan, 1997 ; Stanley CHAPMAN, « The 'revolution' in the manufacture of ready-made clothing, 1840-1860 », *London Journal*, XXIX/1, 2004, p. 44-61.

28. J. COLLYER, *The Parent's Guide and Guardian's Directory*, London, Griffith, 1761, p. 281 ; *Low-life, or one half of the world knows not how the other half lives*, London, 1752, p. 39 ; G. RIELLO, *A Foot in the Past*, op. cit., p. 90-129.

quantités astronomiques de chaussures dans ses locaux de Cheapside²⁹. Il a été d'abord simple maître dans la corporation, puis *liveryman* et enfin *Master* de la compagnie³⁰. À sa mort, il laissa à celle-ci un héritage confortable³¹.

Récapitulons : les dimensions spatiales du contrôle corporatif, les tensions entre les corporations au sujet des limites entre les métiers ainsi que les évolutions du marché sont des problèmes classiques, s'agissant du monde corporé. On retrouve les deux axes, vertical et horizontal, du système corporatif, évoqués plus haut. Dans le cas du corps des cordonniers, ni le périmètre géographique de ses attributions ni ses relations avec les autres métiers ne suffisent à expliquer pourquoi corporation et métier restèrent à ce point liés pendant presque tout le XVIII^e siècle.

LA FORCE DU LIEN COMMUNAUTAIRE EN QUESTION

C'est donc plutôt du côté de la notion de communauté de métier que se trouve l'explication : entendons un corps d'artisans avec des intérêts et des attentes communs³². La création d'une communauté de métier corporée

« signifiait qu'un groupe de producteurs se retrouvaient et partageaient le même engagement pour leur artisanat, qu'ils façonnent de l'or ou coupent de la viande. Ainsi chaque corporation avait-elle une source de cohésion intrinsèque ; ses membres partageaient des intérêts communs, des connaissances et des visions semblables sur leur travail et leur vie »³³.

Les corporations étaient ainsi capables d'intégrer une grande partie de la vie politique, sociale et économique d'un état, et leur possible déclin (sinon leur transformation) au cours du XVIII^e siècle doit être lié à la naissance et à l'essor d'autres types d'institutions sociales, remplissant des fonctions analogues³⁴. La capacité des corporations à évoluer en fonction des changements économiques et sociaux passait par différents systèmes de pouvoir, de contrôle et d'identification. Maîtres, compagnons et apprentis pouvaient appartenir à différents cercles sociaux, et en particulier, différents quartiers ou paroisses. À propos des métiers parisiens, Michael Sonenscher évoque une « myriade de petits mondes dans lesquels des marchés étaient conclus et des accords passés » et dans les-

29. June SWANN, « Mass production of shoes », *Journal of the International Association of Costume*, XIV, 1997, p. 44.

30. NdT : Dans une *livery company*, on est d'abord admis comme *freeman*, puis on peut espérer accéder au rang de *liveryman*, qui donne le droit de porter la livrée et d'écrire les gardes-jurés (*wardens*) et le *Master*, chef du corps.

31. John Came mourut en 1797 et laissa à la *Cordwainers' Company* la somme substantielle de 18 200 £. CITY OF LONDON LIVERY COMPANIES' COMMISSION, *Report and appendix*, London, Eyre, 1884, vol. III, p. 310.

32. S. L. KAPLAN, « Idéologie, conflits et pratiques politiques dans les corporations parisiennes au XVIII^e siècle », *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 49-1, janvier-mars 2002, p. 5-55, ici p. 5-6. Curieusement, cette perspective, appliquée aux corporations françaises, ne l'a encore jamais été aux corporations britanniques.

33. L. ROSENBLAND, « Social capital », art. cit., p. 437.

34. S. L. KAPLAN, « The luxury guilds in the eighteenth century », *Francia*, IX, 1981, p. 257.

quels la notion de «fraternité» était un concept fondamental pour la création d'une identité professionnelle³⁵.

Au cours du XVIII^e siècle, la relation entre maîtres, compagnons et appren- tis a connu de profondes transformations³⁶. Les effectifs des compagnons ont augmenté et, inversement, ceux des maîtres et apprentis diminuèrent. On a interprété cette évolution comme la transition d'un environnement commercial semi-contrôlé, où les corporations établissaient la taille physiologique du métier, à un environnement capitaliste dominé par quelques entrepreneurs et un grand nombre de salariés. Dans le cas de la corporation des cordonniers de Londres, un examen précis s'impose. On ne peut s'en tenir aux explications numériques, il faut les rapporter aux positions et aux fonctions changeantes de chacun, aux rapports de forces au sein de la corporation également.

Une question clé : l'apprentissage

L'apprentissage avait longtemps été considéré comme l'un des mécanismes fondamentaux permettant aux *livery companies* de contrôler le métier. Le *Statute of Artificers* de 1563 établit une période d'apprentissage d'au moins sept ans pour pouvoir prétendre à la maîtrise³⁷. Mais, bien avant son abrogation en 1814³⁸, l'apprentissage était déjà en déclin, et à Londres tout comme en province, les métiers observaient rarement la loi. Le recul de l'apprentissage a souvent été pris comme indicateur du degré d'association entre métier et corporation. Les historiens ont proposé différentes chronologies : George Unwin parlait de recul dès le XVI^e siècle, les Hammonds le faisaient coïncider avec la première révolution industrielle, alors que O. J. Dunlop et R. D. Denman l'ont situé avec prudence entre 1720 et 1780³⁹. Des études plus récentes fondées sur l'étude quantitative des archives corporatives, ont présenté le XVII^e siècle et le début du XVIII^e comme la période critique, avec des variations selon les métiers⁴⁰. Les raisons du recul

35. Michael SONENSCHER, «Work and wages in Paris in the eighteenth century», in M. BERG, Pat HUDSON, M. SONENSCHER (eds.), *Manufacture in Town and Country before the Factory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 155. J. P. WARD a appliqué une perspective similaire aux corporations londoniennes : *Metropolitan Communities*, *op. cit.*, p. 3.

36. Pour une vision générale de l'apprentissage au XVIII^e siècle : Deborah SIMONTON, «Apprenticeship : training and gender in eighteenth-century England», in Maxine BERG (ed.), *Markets and Manufacture*, *op. cit.*, p. 227-258.

37. Statute 5 Eliz., c. 4 (1563). Voir également G. HOWELL, *Labour Legislation, Labour Movements and Labour Leaders*, Londres, T. Fisher Unwin, 1905, vol. 1, p. 44-45 ; Deborah SIMONTON, «Apprenticeship : training and gender», *art. cit.*, p. 228-229.

38. Statute 54 Geo III, c. 96 (1814).

39. George UNWIN, *The Gilds and Companies of London*, London, Allen & Unwin, 1908 ; John Lawrence et Barbara HAMMOND, *The Town Labourer*, London, Longmans & Co., 1917 ; Olive Jocelyn DUNLOP, Richard Douglas DENMAN, *English Apprenticeship and Child Labour : a History*, London, T. Fisher Unwin, 1912. Voir également K. D. M. SNELL, *Annals of the Labouring Poor*, *op. cit.*, p. 228-9.

40. J.-R. KELLETT, «The breakdown of gild», *art. cit.*, p. 381-94 ; W.F. KAHL, «Apprenticeship and the freedom of the London livery companies, 1690-1750», *Guildhall Miscellany*, VII, 1956, p. 17-20 ; David V. GLASS, «Socio-economic status and occupations in the City of London at the end of the seventeenth century», in A. E. J. HOLLAENDER, William KELLAWAY (eds.), *Studies in London History presented to Philip Edmund Jones*, London, Hodder & Stoughton, 1969, p. 373-89.

diffèrent selon les auteurs. Dans l'interprétation classique, la baisse du nombre d'apprentis est un signe tangible de la crise du système corporatif. Plus récemment, H. Phelps Brown et Sheila Hopkins ont mis en cause la chute des salaires réels au XVIII^e siècle, entraînant nombre d'interruptions anticipées des contrats d'apprentissage et une réduction générale des effectifs d'apprentis⁴¹. À l'opposé, John Styles a présenté une thèse plus optimiste : pour lui, l'expansion du marché des biens de consommation en Grande-Bretagne a entraîné un développement de la production en dehors des corporations, échappant aux règles en vigueur (et à nos statistiques)⁴².

Le cas des cordonniers paraît irréductible à toutes ces explications. La chute du nombre d'apprentis apparaît relativement tardive, ne débutant qu'après 1710. On passe d'une moyenne d'un peu plus de 800 apprentis par décennie, entre les années 1650 et 1700, à 340 dans les années 1720. En 1740, le nombre des nouvelles recrues s'est stabilisé autour de 170 à 190 par décennie (document 2). Le recul est donc non seulement tardif par rapport à beaucoup d'autres corporations londoniennes, mais il est aussi relativement lent, s'étirant sur trois décennies. D'autre part, on est conduit à remettre en question l'idée d'une relation directe entre le déclin de l'apprentissage et une moindre implication de la corporation dans les affaires du métier : le seul décompte du nombre des entrées en apprentissage ne prouve rien quant au fonctionnement de la *guild*. Enfin, ces chiffres sont de toute façon trompeurs : un apprenti de la corporation des cordonniers n'était pas forcément obligé d'apprendre la cordonnerie ! Il pouvait parfaitement se trouver placé chez un maître qui, bien que membre de la *Cordwainers' Company*, exerçait en fait un autre métier. Avant la fin du XVIII^e siècle, ce phénomène était des plus courants. À partir de 1765, le registre des entrées en apprentissage tenu par la corporation commença à faire la différence entre le métier réellement exercé par le maître et sa qualité de membre de la *Company*. De plus, afin d'éviter les confusions dans les cas où les maîtres exerçaient plusieurs métiers, on enregistrait le métier que l'apprenti allait apprendre. Par exemple, en 1797, un apprenti entra au service d'un commerçant qui était aussi cordonnier et *freeman* de la *London Cordwainers' Company*, et il fut spécifié que l'apprenti allait apprendre le métier de cordonnier⁴³. Le registre nous permet donc d'estimer la proportion d'apprentis qui étaient réellement formés au métier. Comme le montre le document 3, un nombre considérable (68 %) continuait à apprendre le métier de cordonnier ; 21 % étaient formés à des métiers non organisés en

41. Henry Phelps BROWN, Sheila V. HOPKINS, « Seven centuries of the prices of consumables compared with builders' wage rates », *Economica*, XXIII, 1956, p. 296-314 ; ID., *A Perspective of Wages and Prices*, London, Methuen, 1981, p. 16-61.

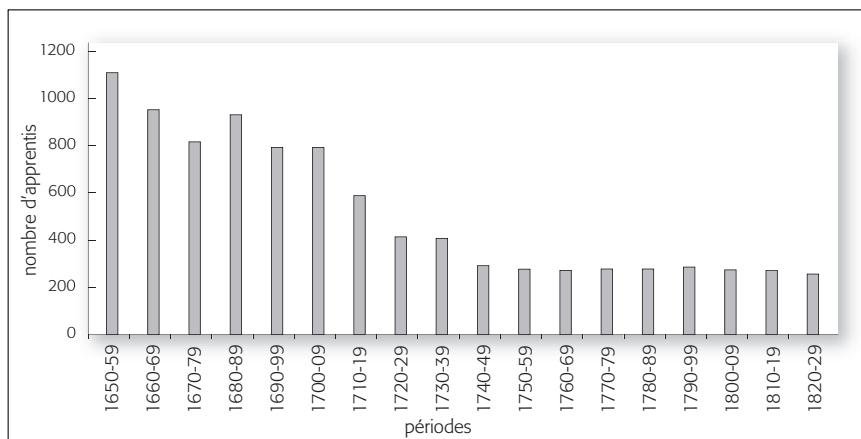
42. John STYLES, « The goldsmiths and the London luxury trades, 1550-1750 », in David MITCHELL (ed.), *Goldsmiths, Silversmiths and Bankers : Innovation and the Transfer of Skills, 1550-1750*, London, Centre for Metropolitan History, 1995, p. 113-114. Pour une perspective sur une période étendue : James Richard FARR, *Artisans in Europe, 1300-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 49-56.

43. GL 24139 (1797).

corporation ; et seulement 11 % allaient apprendre des métiers qui avaient pourtant leur propre corporation. Ce sont des chiffres impressionnantes. Nous manquons encore de points de comparaison avec les autres corporations. Bien que la proportion des apprentis non-cordonniers ait été en hausse pendant la seconde moitié du siècle, les chiffres de la *Cordwainers' Company* laissent penser que, même à cette période tardive, certaines corporations londoniennes étaient plus homogènes que l'on avait pu le croire⁴⁴.

DOCUMENT 2

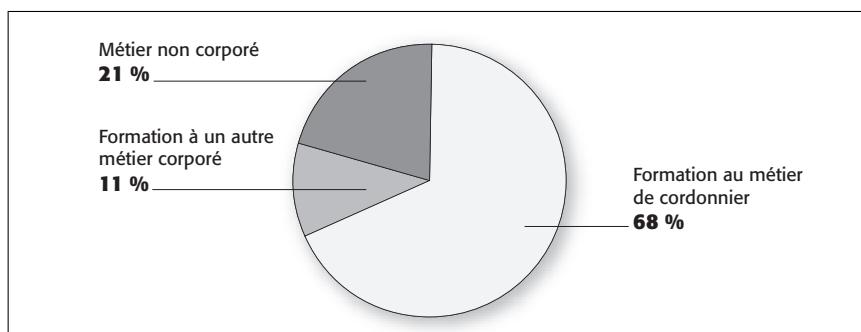
Les entrées en apprentissage



Sources : Guildhall Library, 7351/1, 7351/2 et 24139

DOCUMENT 3

Formation réelle des apprentis inscrits dans la corporation des cordonniers, 1765-1801



44. Certaines doubles entrées sont possibles. Le transfert d'un apprenti d'un maître à un autre peut être enregistré comme une entrée supplémentaire, enregistrant le contrat initial entre l'apprenti et le maître, mais dans certains cas il y a une entrée totalement nouvelle pour l'année du transfert, établissant que l'apprenti dépendait auparavant d'un autre maître. Pour éviter ces doubles entrées, il faudrait procéder de façon nominale.

Qui devenait vraiment cordonnier ?

Afin d'établir comment le déclin de l'apprentissage a pu affecter la corporation et son contrôle sur le métier, il faut examiner le profil social des apprentis. On a procédé à la comparaison d'échantillons répartis entre le milieu du XVII^e et le début du XIX^e siècle : on dénombre 8 200 entrées en apprentissage entre 1650 et 1829 ; mes sondages portent sur 775 apprentis⁴⁵.

Comme le montre le document 4, à partir des années 1730, une très forte majorité des apprentis (souvent eux-mêmes fils de cordonniers, on le verra) sont originaires de Londres ou des comtés limitrophes. C'est là en fait une tendance générale qui touchait la plupart des métiers londoniens, car l'essor économique des villes de province offrait aux jeunes des possibilités croissantes d'emploi sur place⁴⁶. Le basculement est net : à la fin du XVI^e siècle et au XVII^e siècle, Londres constituait « un centre de formation professionnelle à l'échelle de l'économie nationale » (les deux tiers de la main-d'œuvre masculine anglaise y ayant été à un moment ou un autre de leur vie inscrits comme apprentis)⁴⁷ ; au XVIII^e siècle, la

DOCUMENT 4
ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES APPRENTIS CORDONNIERS (EN %)

	1658-59	1684-85	1710-11	1738-41	1759-64	1778-83	1797-1802	1817-24
Effectifs de l'échantillon	101	95	85	103	87	104	105	95
London	19 %	24	32	52	40	48	29	46
+ Middlesex	21	25	11	20	23	16	30	36
+ Surrey, Kent et Essex	15	10	14	13	16	20	27	16
= Bassin de Londres	55 %	59	57	85	79	84	86	98
Sud de l'Angleterre	24	21	20	11	18	12	9	2
Midlands	14	10	19	3	0	1	1	0
Nord de l'Angleterre	8	6	3	1	1	1	1	0
Écosse	0	1	1	0	1	0	1	0
Pays de Galles	0	1	0	0	0	1	1	0
Total	100 %	100	100	100	100	100	100	100

Sources : Guildhall Library, 7351/2 et 24139

45. Les sept échantillons totalisent 775 apprentis, répartis sur 40 ans, au sein de la période de 180 années considérée. Les cas où la source ne stipule ni l'origine géographique de l'apprenti ni l'activité de son père, ainsi que les cas d'apprentis enregistrés chez les cordonniers mais apprenant un autre métier, ont été exclus.

46. Christopher W. BROOKS, « Apprenticeship, social mobility and the middling sort, 1550-1800 », in Jonathan BARRY, Christopher W. BROOKS, *The Middling Sort of People : Culture, Society and Politics in England, 1550-1800*, London, Macmillan, 1994, p. 72. Au cours du XVIII^e siècle, une nette diminution est visible sur la distance moyenne entre le lieu d'origine des apprentis londoniens et Londres, passant de 139 miles en 1690, à 127 miles en 1710-20, et 111 miles en 1740-50. Voir John WAREING, « Changes in the geographical distribution of the recruitment of apprentices to the London companies, 1486-1750 », *Journal of Historical Geography*, VI/2, 1980, p. 246.

métropole n'a plus ce rôle central. Les apprentis venant de Londres, du comté métropolitain du Middlesex et des comtés adjacents du Surrey, Kent et Essex formaient 55 à 60 % de l'effectif à la fin du XVII^e siècle ; ils représentent plus de 80 à 85 % après 1740, et presque la totalité (98 %) au début du XIX^e siècle. Indépendamment de cette augmentation constante tout au long du XVIII^e siècle, les cordonniers se distinguent des autres corporations, toutes périodes confondues, par un recrutement local bien plus élevé que dans les autres corporations qui ont pu être étudiées sous cet angle⁴⁸.

Le fait que, d'une part, les métiers de Londres aient attiré de moins en moins d'apprentis, et que d'autre part le recrutement soit de plus en plus local, a généralement été interprété comme un signe supplémentaire de la crise de l'apprentissage à cette période⁴⁹. Cependant, cette conclusion pourrait être remise en question, à partir du moment où l'on relativise cette dimension géographique du recrutement en prenant la mesure des liens intergénérationnels au sein du métier. Le métier du père peut être utilisé à la fois pour mesurer l'origine sociale et le niveau de mobilité professionnelle dans la cordonnerie.

Le document 5 montre que les apprentis cordonniers ne viennent pas de familles de rang ou de revenus élevés : ils sont fils de boulanger, forgerons, tonneliers, tailleur, tisserands, ouvriers du bâtiment ou des champs ; bref, d'humble extraction⁵⁰. Le placement d'un fils en apprentissage dans la cordonnerie, bien que pratiquant un métier au statut peu élevé, exprimait assurément, «un désir paternel d'élargissement des horizons sociaux et éducatifs»⁵¹, même si le statut du métier n'était guère élevé. On peut cependant relever que les autres métiers du cuir sont faiblement représentés : il y a peu de fils de bouchers, corroyeurs, bourreliers etc. Mais le plus étonnant est le degré élevé d'hérédité professionnelle : après 1710, la profession qui vient largement en tête parmi les pères d'apprentis est précisément celle de cordonnier.

47. Stephan R. EPSTEIN, «Labour mobility journeyman organisations and markets in skilled labour in Europe, 14th-18th centuries», in Mathieu ARNOUX et Pierre MONNET (éd.), *Le technicien dans la cité en Europe occidentale, 1250-1650*, Rome, EFR, 2004, p. 251-269. (repris de «Journeymen mobility and the circulation of technical knowledge», in Liliane HILAIRE-PEREZ, Anne-Françoise GARGON (éd.), *Les chemins de la nouveauté. Innover, inventer au regard de l'histoire*, Paris, Éditions du CTHS, 2003, p. 411-430).

48. William F. KAHL a étudié les épiciers, les orfèvres et les poissonniers : «Apprenticeship and the freedom», art. cit., p. 17. Dans un échantillon de 1590 apprentis, liés à différents métiers de Londres en 1690, 20 % d'entre eux viennent de Londres, 9,4 % du Middlesex, et 60,7 % d'autres comtés : D. V. GLASS «Socio-economic status and occupations», art. cit., p. 373-89. Cf. aussi J. WAREING, «Changes in the geographical distribution», art. cit., p. 244-5 ; M. J. KITCH, «Capital and kingdom : migration to later Stuart London», in A.L. BEIER, Roger FINLAY (eds.), *London 1500-1700*, op. cit., p. 224-251.

49. En particulier les métiers de moindre statut, comme celui des cordonniers, sont destinés à n'attirer des apprentis que d'une région limitée : R.S. SMITH, «The London apprentices as seventeenth-century adolescents», *Past & Present*, 61, 1973, p. 195.

50. À l'origine, le *yeoman* était celui qui avait terminé son apprentissage mais n'était pas encore passé maître. Vers le milieu du XVII^e siècle, un *yeoman* pouvait être un maître potentiel ou un compagnon qui le resterait toute sa vie : Michael C. BURRAGE, David CORRY, «At sixes and sevens : occupational status in the City of London from the fourteenth to the seventeenth century», *American Sociological Review*, XLVI /4, 1981, p. 376.

51. Graham MAYHEW, «Life-cycle service and the family unit in early modern Rye», *Continuity and Change*, VI/2, 1991, p. 202.

DOCUMENT 5
PROFESSIONS EXERCÉES PAR LES PÈRES D'APPRENTI

	1658-59	1684-85	1710-11	1738-41	1759-64	1778-83	1797-1802	1817-24
artisan	0	0	6	1	0	1	0	0
boucher	1	0	1	2	2	1	0	5
boulanger	0	1	2	3	3	6	2	1
charpentier	1	1	2	3	6	4	4	2
cordonnier	11	3	15	22	9	17	18	37
épicier	2	3	0	7	0	1	6	1
fermier	24	22	7	1	7	2	3	0
forgeron	4	1	4	1	0	0	2	0
gentleman	3	6	0	2	6	7	6	5
horloger	0	2	0	1	1	6	0	0
marchand	0	0	1	1	0	0	3	4
ouvrier	5	7	4	3	2	1	3	0
paysan propriétaire	6	2	6	6	7	4	0	0
tailleur	6	1	4	4	5	0	0	5
tisserand	5	1	3	4	1	2	1	0
Effectifs de l'échantillon	101	95	85	103	87	104	105	95

Sources : Guildhall Library, 7351/2 et 24139

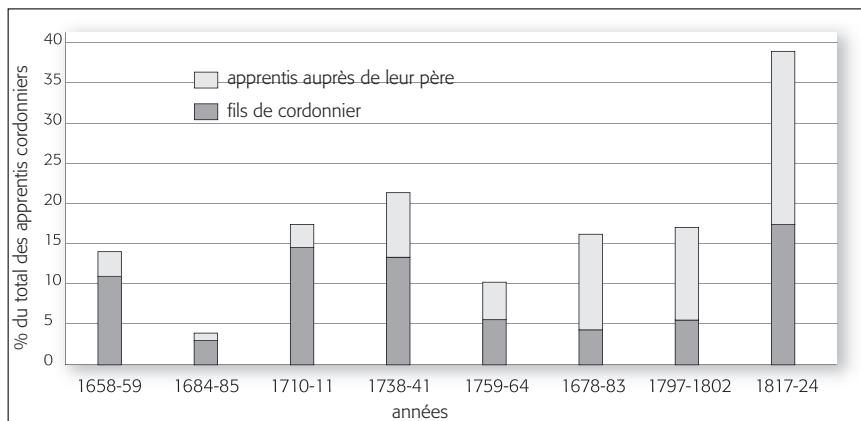
L'analyse des origines des apprentis met à mal certaines idées reçues sur le déclin de l'apprentissage au XVIII^e siècle. Dans le cas des cordonniers, au-delà du recul numérique, avéré, on ne peut pas parler simplement de déclin ; il faut en effet rendre compte de la dimension de plus en plus familiale que revêt le métier. L'apprentissage reste la principale méthode de transmission « des compétences et de l'expérience » d'une génération à l'autre, pour reprendre les termes d'un traité de 1813⁵². Eric Hobsbawm a souligné à quel point la continuité intergénérationnelle repérée dans la cordonnerie londonienne constitue un phénomène unique en Europe⁵³ : de fait, depuis le milieu du XVII^e siècle, environ 15 à 20 % de tous les apprentis cordonniers étaient fils d'un cordonnier de profession, et ce chiffre augmente de façon spectaculaire au début du XIX^e siècle (document 6).

Faire l'apprentissage du métier de son père était une pratique largement répandue dans les métiers urbains rang peu élevé, et la chaussure ne fait pas exception : le fils était supposé prendre la succession du père⁵⁴. Une variante consistait à placer son fils en apprentissage chez un autre cordonnier : de cette

52. J.F. REES, *The Art and Mystery of a Cordwainer*, Londres, 1813, p. V.

53. Eric J. HOBSBAWM, Joan Wallach SCOTT, « Political shoemakers », *Past & Present*, 89, 1980, p. 102-103 (trad. fr. « Des cordonniers très politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 53-4 bis, 2006, p. 38).

54. G. MAYHEW, « Life-cycle service and the family unit », art. cit., p. 212-216.

DOCUMENT 6*Apprentis issus de familles de cordonnier*

manière, on combinait transmission héréditaire de l’entreprise familiale et développement des compétences⁵⁵. Le fils pouvait apprendre de nouvelles techniques à l’extérieur et les transmettre ensuite à son père. Le cadre corporatif offrait ainsi aux cordonniers le moyen de s’assurer que leurs affaires passent avec succès d’une génération à l’autre⁵⁶.

Gardons-nous toutefois de peindre un tableau trop idyllique. Tout au long du XVIII^e siècle, un nombre croissant de jeunes ouvriers fut employé dans la cordonnerie en dehors du cadre corporatif, surtout dans l’est et l’ouest londonien. Et le fait de rester avec son père pour apprendre le métier n’était pas toujours un succès. James Lackington a relaté dans ses *Mémoires* ses malheureuses expériences d’apprenti auprès de son père : « J’ai continué avec lui pendant des années, travaillant quand il travaillait, mais aussi quand il fêtait la saint-lundi ». Il finit par abandonner la profession, devenant le riche et célèbre propriétaire du *Temple of Muses*, la bibliothèque ambulante de Finsbury Square⁵⁷.

Malgré ces problèmes, la corporation continua de prospérer au sein des secteurs plus traditionnels de la profession où l’unité de production était la famille. Les difficultés économiques croissantes qu’éprouvaient rencontraient ces ateliers familiaux, sur un marché en expansion, expliquent peut-être les difficultés que rencontra finalement la corporation pour contrôler l’ensemble de la profession.

55. Ilana Krausman BEN-AMOS, « Failure to become freemen : urban apprentices in early modern England », *Social History*, XVI/2, 1991, p. 165.

56. Sur la mobilité intergénérationnelle : Sheila M. COOPER, « Intergenerational social mobility in late seventeenth- and early eighteenth-century England », *Continuity and Change*, VII/3, 1992, p. 283-301 ; Margaret R. HUNT, *The Middling Sort : Commerce, Gender and the Family in England, 1680-1780*, Berkeley, University of California Press, 1996, p. 49-53.

57. James LACKINGTON, *Memoirs of the First Forty-Five Years of the Life of James Lackington*, London, 1794, p. 6.

DE L'APPRENTISSAGE À LA MAÎTRISE

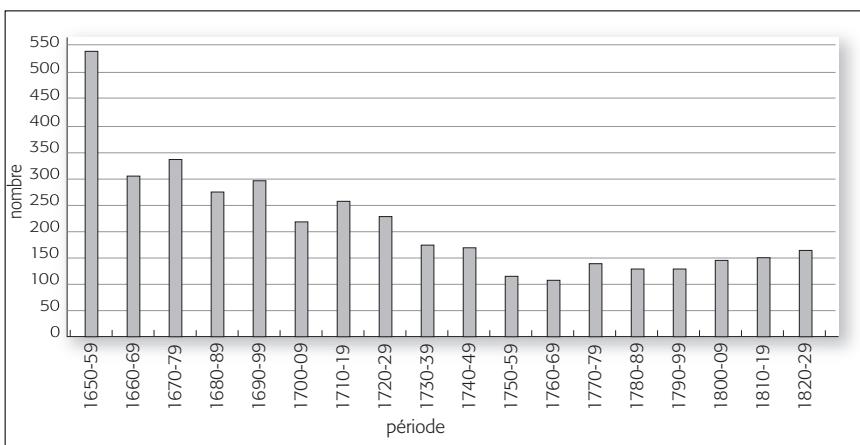
Au cours du XVIII^e siècle, l'appartenance à une *livery company* changea de signification : c'était de moins en moins un passage obligé pour exercer une profession, et de plus en plus la manifestation d'un certain statut social⁵⁸. L'enjeu n'était pas seulement de l'ordre de la distinction, puisque la qualité de maître donnait aussi le droit de participer aux réunions et aux fêtes de la corporation, d'élire le maire et les shérifs de la ville, et même d'élire les députés de Londres au Parlement, pour ceux qui étaient parvenus au rang plus élevé de *liveryman*⁵⁹. Dans certains cas, la compagnie prodiguait aussi à ses membres des secours charitables pour leurs vieux jours ou en cas de chute dans l'indigence⁶⁰.

Dans le cas de la corporation des cordonniers, les effectifs des maîtres reculerent, mais moins fortement que ceux des apprentis (document 7). Pour le comprendre, il faut souligner que l'apprentissage n'est pas seulement un moyen d'acquérir une qualification : il est aussi un des moyens d'entrer dans la corporation, de devenir maître et d'accéder par là au statut de citoyen de la ville (*freedom*).

Il y avait trois moyens d'entrer dans une corporation et donc devenir *freeman* : par « héritage » (pour ceux dont le père était *freeman*), par « apprentissage », ou encore par « rédemption » (en payant). Le document 8 indique que la « rédemption » devient à la fin du XVIII^e siècle le moyen d'entrée privilégié,

DOCUMENT 7

Nouveaux freemen admis dans la Cordwainers'Company, 1650-1820



58. D. MITCHELL, « Innovation and the transfer of skills in the goldsmith's trade in Restoration London », in D. MITCHELL, (ed.), *Goldsmiths, Silversmiths and Bankers*, op. cit., p. 20. Voir également J. R. FARR, « Cultural analysis and early modern artisans », in Geoffrey CROSSICK (ed.), *The Artisan and the European Town, 1500-1900*, Aldershot, Scolar Press, 1997, p. 56-74.

59. NdT : Le cercle restreint des *Liverymen* élit le bureau de la corporation et en constitue l'oligarchie.

60. Peter Hampson DITCHFIELD, *The Story of the City Companies*, London, Foulis, 1926, p. 271.

DOCUMENT 8

ADMISSIONS COMPARÉES DANS LA **CORDWAINERS' COMPANY** ET À LA **FREEDOM OF THE CITY OF LONDON**

	Apprentissage (%)		Héritage (%)		Rédemption (%)		Effectifs de l'échantillon	
	Cordwainers	Freedom of the City	Cordwainers	Freedom of the City	Cordwainers	Freedom of the City	Cordwainers	Freedom of the City
1690	87,5	86,0	8,8	7,4	3,7	6,6	294	1850
1700	82,9	82,1	10,6	11,6	6,5	6,4	216	1839
1725	76,3	73,3	19,3	15,7	4,4	11,0	228	1782
1750	77,2	66,6	14	16,7	8,8	16,7	114	1135
1775	57,1	63,6	15,6	14,8	27,4	21,4	135	1056
1800	38,9	53,0	17,4	17,7	43,8	29,3	144	1029

Données pour le corps des cordonniers : 1690 (moyenne 1690-99) ; 1700 (1700-09) ; 1725 (1720-29) ; 1750 (1750-59) ; 1775 (1770-79) ; 1800 (1800-09).

Sources : *Guildhall Library, 24140*; D.V. Glass, « Socio-economic status and occupations », art. cit., p. 585

tandis que l'apprentissage, qui prédomine longtemps, finit par reculer nettement ; enfin, l'admission par héritage gagne quelque peu en proportion. Ces changements dans la façon d'acquérir la *freedom* et dans la signification même du statut de *freeman*, n'ont pas affecté toutes les corporations de la ville au même rythme ni dans les mêmes proportions. D'après William Kahl, ces différences sont liées à la fois à la hiérarchie symbolique qui distingue les compagnies, et à des mobiles économiques distincts⁶¹.

Dans la *Cordwainers' Company*, l'admission passa pendant plus longtemps qu'ailleurs par l'apprentissage, et par conséquent, la plupart des membres du corps travaillaient encore comme cordonniers. Ce corps faisait partie d'un groupe de corporations dont les métiers étaient encore très étroitement liés à leurs *livery companies* respectives. Une liste des membres datant de 1756 montre que 75 % d'entre eux exerçaient bien le métier de cordonnier. On retrouve ce niveau élevé d'homogénéité professionnelle dans d'autres corporations : celles des barbiers (81 %), des brasseurs 92 %, des bouchers (86 %), des teinturiers (76 %), des aubergistes (79 %), des peintres-vernissoirs (85 %). À l'opposé, seuls 6,7 % du corps des brodeuses, 5,8 % des ceinturiers et 7,9 % des gantiers exerçaient la profession éponyme de leur corporation⁶².

Dans le cas des cordonniers, le degré élevé d'homogénéité professionnelle se comprend parfaitement si l'on considère le statut social associé à cette compagnie⁶³. Bien qu'elle fut l'une des corporations médiévales londoniennes les plus anciennes, elle n'acquit jamais le prestige dont bénéficiaient les douze grandes

61. W. F KAHL, « Apprenticeship and the freedom of the London Livery Companies », art. cit., p. 17 ; ID., *The Development of London Livery Companies, an Historical Essay and a Select Bibliography*, Boston, Baker Library, 1960, p. 28.

62. J. R. KELLETT, « The breakdown of gild », art. cit., p. 390, note 3.

63. James DACRES DEVLIN, *The Shoemaker*, Londres, 1839, p. 3-4.

livery companies, surnommées «*the great twelve*»⁶⁴. Le métier était considéré comme peu intéressant, compte tenu de ses faibles marges de profit, et la plupart du temps, les maîtres *cordwainers* en titre ne se distinguaient pas des autres artisans qui fabriquaient des chaussures (*shoemakers*)⁶⁵. Du fait de son statut peu élevé, la *Cordwainers' Company* n'était pas aussi attractive que d'autres corporations londoniennes. Malgré le nombre croissant de personnes pratiquant de nouvelles activités et professions (des banquiers aux architectes, des chocolatiers aux torréfacteurs, en passant par les marchands de porcelaine, les fabricants de dentelle et de mantilles, les vendeurs de tabac, etc.) qui, tous, avaient besoin de s'affilier à une corporation pour devenir citoyen londonien et avoir ainsi le droit d'ouvrir un commerce, peu d'entre eux postulaient auprès des *Cordwainers*.

Malgré tout, l'homogénéité professionnelle, et donc la concordance entre la corporation et l'exercice effectif de son métier éponyme, se trouvaient peu à peu altérés. L'environnement social et économique changeant dans la capitale réduisait l'autorité et le contrôle exercés par les corporations sur les métiers correspondants⁶⁶. Dans la chaussure comme ailleurs, le droit de s'établir devint plus aisément accessible, à mesure que l'hérité et surtout la «rédemption» devenaient des voies d'entrée dans la corporation de plus en plus fréquentes (document 9)⁶⁷. Les cas de fils – et parfois même de filles – rejoignant la corporation de cette façon sont légion à cette période. L'entrée par «rédemption» (remboursement), marginale à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle, se développa à l'extrême fin du XVIII^e siècle. Le document 8 permet de comparer la répartition des modalités d'entrée dans la corporation des cordonniers avec la tendance générale établie d'après les sondages de David Glass : les tendances sont les mêmes concernant l'apprentissage et l'entrée par héritage ; en revanche, l'entrée par «rédemption» a longtemps été moins fréquente chez les cordonniers que pour la moyenne des *guilds* londoniennes, et ce n'est qu'à l'extrême fin du XVIII^e siècle que le schéma s'inverse.

C'est aussi que le fait de terminer son apprentissage ne garantissait même plus de pouvoir s'établir dans la profession : les individus pouvaient rencontrer de nombreuses difficultés entre la fin de leur apprentissage et le moment auquel

64. Ces douze corporations avaient un statut particulier dans le système corporatif londonien. Elles étaient le Lord Maire et le conseil municipal de la Ville de Londres et étaient les seules corporations qui pouvaient avoir un souverain parmi leurs membres : William HERBERT, *The History of the Twelve Great Livery Companies of London*, London, chez l'auteur, 1837, vol. 1, p. 37-38. L'idée que la focalisation sur les douze grandes corporations londoniennes «a donné une vision déformée de l'expérience corporative» fait l'objet d'après débats entre les historiens : Michael J. WALKER, «The guild control of trades in England, c. 1660-1820», communication à l'Economic History Society Conference, Loughborough, April 1981, et «The extent of the guild control of trades in England, c. 1660-1820: a study base on a sample of provincial towns and London companies», Ph.D., University of Cambridge, 1986.

65. Sur la différence sociale entre un *cordwainer* (membre du corps) et un cordonnier (de profession), voir Edward M. GREEN, «The taxonomy of occupations in late eighteenth-century Westminster», in Penelope J. CORFIELD, Derek KEENE (eds.), *Work in Towns, 850-1850*, Leicester, Leicester University Press, 1990, p. 176-177 ; Charles HARVEY, Edward M. GREEN, Penelope J. CORFIELD, «Continuity, change and specialization», art. cit., p. 469-470.

66. J. R. KELLETT, «The breakdown of gild», art. cit., p. 381.

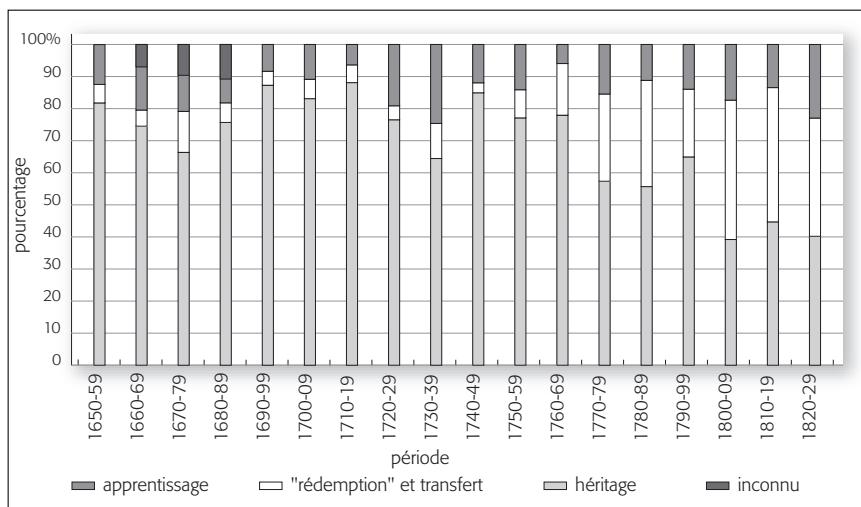
67. W. F. KAHL, «Apprenticeship and the freedom of the London Livery Companies», art. cit., p. 19.

le cordonnier réussissait à devenir maître de la corporation et à monter sa propre affaire. Les problèmes financiers ou les conflits familiaux pouvaient influencer le destin d'un apprenti au terme de sa formation, le forçant parfois à devenir compagnon plutôt que maître cordonnier.

Le document 10 montre le « taux de succès » des apprentis entre 1650 et 1829 : entendons par là la proportion de ceux qui sont devenus maîtres de la

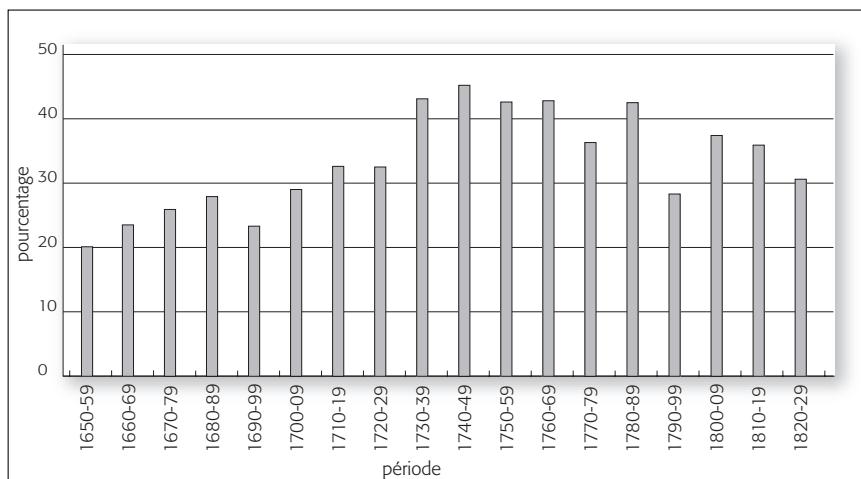
DOCUMENT 9

Voies d'entrée dans la Cordwainers'Company, 1650-1829



DOCUMENT 10

Pourcentage d'accès à la maîtrise parmi les apprentis, par décennie, 1650-1829



corporation par la voie de l'apprentissage, pour chaque décennie, rapporté au nombre d'apprentis de la décennie précédente. L'intervalle de dix ans correspond au temps moyen nécessaire pour effectuer les sept années d'apprentissage, puis pour rassembler la somme nécessaire à l'ouverture d'une boutique (certains s'établissent comme maîtres dès la fin de leur apprentissage, mais d'autres mettent bien plus longtemps, faute d'argent)⁶⁸. Nous pouvons noter que durant toute la fin du XVII^e siècle, le taux de succès semble être particulièrement bas, seuls 20-25 % des apprentis devenant maîtres, tandis qu'ensuite, 30 à 45 % des apprentis accèdent à la maîtrise dans la corporation londonienne. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer : tout d'abord, le processus général de transition démographique, allongeant l'espérance de vie de 10 à 15 ans au cours du siècle ; mais surtout un changement de signification de l'apprentissage dans la capitale. En effet, de plus en plus d'apprentis étaient originaires de Londres et de son bassin, comme on l'a vu, et du coup, il est probable qu'ils aient cherché en plus grand nombre à s'établir ensuite comme maîtres à Londres même.

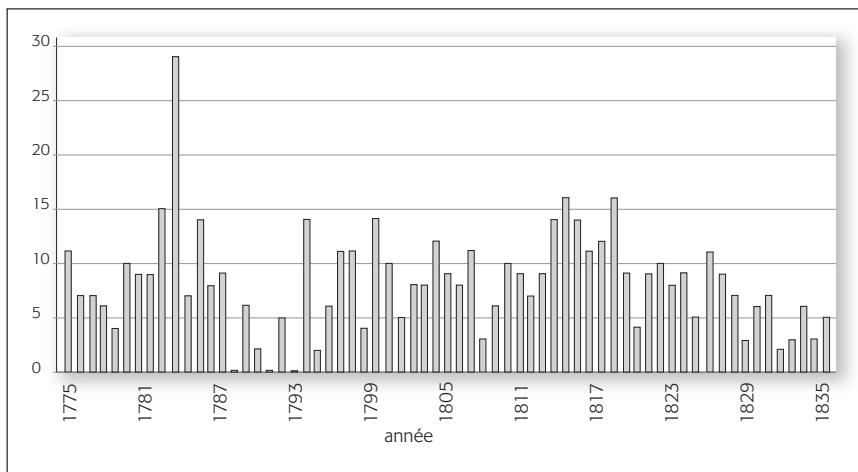
GARDER LE CONTRÔLE CORPORATIF DU MÉTIER

Dans les années 1770 cependant, la dissociation entre l'appartenance à une corporation et la pratique d'un métier apparut clairement. Jusque-là, une ordonnance municipale de la *Court of Common Council* interdisait à ceux qui n'étaient pas membres d'une compagnie de faire du commerce sur les marchés de la ville et d'établir leur propre affaire. Pour sa part, la corporation des cordonniers prenait bien souvent des libertés avec la législation, notamment en accueillant des étrangers, dans les périodes de croissance de la production⁶⁹. Inversement, elle faisait de grands efforts pour garder le contrôle sur l'exercice de la profession, au prix d'arrangements particuliers. Faute de pouvoir empêcher l'activité de cordonniers qui n'étaient pas *freemen*, elle institua en novembre 1750 des licences spéciales qui leur permettaient d'être employés comme assistants et ouvriers par des membres de la corporation : en somme, on revêtait d'un manteau légal l'exercice prohibé de la cordonnerie⁷⁰. De la même façon, en 1771, la corporation essaya à nouveau d'encadrer le métier : au lieu de punir tous les producteurs en infraction, elle tenta, de façon très pragmatique, de les intégrer carrément en son sein. Il s'agissait en somme de proclamer tous les cordonniers de la place de Londres membres du corps,

68. Ce «taux de succès» ne peut inclure les nombreux cas d'apprentis qui décidaient de suivre une autre profession ou de quitter la métropole. Le nombre d'apprentis venant de la capitale continuant de croître, on peut penser que de moins en moins d'apprentis retournent en province, contribuant ainsi à faire augmenter le taux de «succès».

69. GL 24964, f°. 1-3.

70. J. R. KELLETT, «The Breakdown of gild», art. cit., p. 383 et 388. Ce fut une décision particulièrement importante, étendant l'influence de la corporation à de gros producteurs et distributeurs, pratiquant externalisation et sous-traitance.

DOCUMENT 11*Nombre annuel de chef-d'œuvre en cordonnerie, 1776-1840*

moyennant une amende de 5 £ pour infraction à la règle⁷¹. Tous ces tâtonnements étaient quelque peu contradictoires, et l'établissement d'un mécanisme différent à peine quelques années plus tard laisse penser que ces tentatives avaient été largement infructueuses.

L'introduction en 1776 d'un « permis d'exercer » (*Right to the Trade*, un certificat octroyant le droit d'exercer un métier) peut être interprétée comme la résurgence du système de licence établi dans les années 1750, bien qu'il ait pris une forme différente. Il offrait l'opportunité à ceux qui ne respectaient pas les exigences traditionnelles de travailler dans la profession sous la juridiction de la corporation mais sans en devenir membre. Les candidatures pour ces certificats venaient principalement de cordonniers londoniens qui avaient fait leur apprentissage chez des maîtres qui n'étaient pas membres de la corporation, ou qui avaient acquis leur expérience professionnelle en dehors de sa juridiction, à Londres et dans toute la Grande-Bretagne⁷². Le « permis d'exercer » donnait l'autorisation de travailler légalement dans la chaussure, mais n'impliquait ni ne menait à l'admission à la *freedom*⁷³. Son introduction créa donc, pour la première fois, une rupture légale manifeste entre l'exercice du métier et l'adhésion à la corporation. Mais c'était sans doute pour les autorités corporatives l'unique moyen d'encadrer le nombre croissant de fabricants qui ne remplissaient pas les exigences requises pour devenir membres. En même temps, l'octroi d'un tel permis

71. *Commons Journals*, XXXI, 8 March 1771, p. 237-38. Voir également C. H. W. MANDER, *A Descriptive and Historical Account*, *op. cit.*, p. 90-91.

72. GL 14321.

73. GL « Catalogue of manuscripts of the Worshipful Company of Cordwainers », 1994, multigraphié, p. 67.

offrait l'opportunité de tester les compétences nécessaires pour être cordonnier, car pour l'obtenir, le candidat devait produire un « chef-d'œuvre » (*Proofe worke*) : en l'occurrence, une paire de chaussures⁷⁴. Le « chef-d'œuvre » n'était pas une nouveauté dans l'histoire de la corporation, même si les indices sont ténus⁷⁵. Il est probable que cette pratique avait été peu à peu abandonnée simplement à cause du faible nombre de cordonniers n'ayant pas fait d'apprentissage. La situation a changé au début des années 1770 : le « chef-d'œuvre » est devenu le moyen de s'assurer que ceux qui désiraient travailler sous la juridiction de la corporation sans avoir été formellement apprentis disposaient d'un minimum de compétences (document 11)⁷⁶. Il permit également l'expansion du système productif par le recours à une main-d'œuvre de jeunes compagnons immigrants dans la capitale⁷⁷.

Le contrôle de la main-d'œuvre

Il est clair que la corporation cherchait à empêcher la profession de se désintégrer entre les mains de milliers de fabricants non-corporés, légaux ou semi-clandestins, ce qui aurait abouti à une concurrence accrue sur un marché dont les marges bénéficiaires étaient déjà faibles. Il fallait donc surveiller de près les ouvriers, et les empêcher de s'établir à leur compte hors de tout contrôle. Dès 1723, les maîtres cordonniers réclamèrent le soutien du Parlement contre les « abus des compagnons qu'ils emploient pour fabriquer leurs produits, qui les harcèlent ou les escroquent »⁷⁸. Les maîtres avaient notamment besoin de contrôler le marché du cuir, afin d'empêcher les compagnons de monter leurs petits commerces. Ils voulaient en particulier empêcher les corroyeurs de vendre le cuir au détail (plutôt que par peaux entières) à de « piétres et médiocres cordonniers », selon les termes d'un de leurs tracts⁷⁹. Une enquête de la Chambre des Communes en 1738 indique que moins de 500 cordonniers londoniens pouvaient payer les 10 £ que coûtait une peau entière, la plupart d'entre eux étant des maîtres de la corporation⁸⁰. De fait, au début du XVIII^e siècle, les corroyeurs

74. Ce « chef-d'œuvre » était à peu près similaire à l'échantillon-modèle que les compagnons présentaient lorsqu'ils cherchaient du travail dans un atelier.

75. Un texte de 1673 fait état d'un apprenti admis dans la corporation sans avoir réalisé aucun chef-d'œuvre : GL 2227, « *Introductory notes* ».

76. Les archives de la corporation ont enregistré une moyenne annuelle de 8,6 présentations de chef-d'œuvre entre 1776 et 1829 (GL 24964). Certains historiens y voient une pratique sociale plus qu'économique, par laquelle les nouveaux arrivants étaient ainsi initiés et intégrés dans la communauté : C. W. BROOKS, « Apprenticeship, social mobility and the middling sort, 1550-1800 », in J. BARRY, C. W. BROOKS, *The Middling Sort*, op. cit., p. 75.

77. Peter EARLE, *A City Full of People. Men and Women of London, 1650-1750*, London, Methuen, 1994, p. 62-63.

78. *London Journal*, 27 avril 1723.

79. GL 7360. *The Case of the middling and poorer sort of master shoe-makers: humbly set forth to the Honourable the House of Commons*, London, 1738. Voir aussi G. RIELLO, « Nature, production and regulation in eighteenth-century France and England: the case of leather », *Historical Research*, LXXX (à paraître en 2007).

80. *Commons Journals*, XXIII, 3 May 1738, p. 176-7.

s'étaient mis à vendre leur cuir au détail, parfois pour deux shillings : dès lors, au lieu de travailler pour un maître, les compagnons pouvaient acheter la quantité juste nécessaire à la fabrication d'une paire de chaussures, qu'ils vendaient ensuite à leur propre compte sur le marché⁸¹. En vendant ainsi une ou deux paires de chaussures, les compagnons pouvaient faire vivre leur famille et racheter pour deux autres shilling de cuir⁸². On comprend que les cordonniers en place aient voulu étouffer la concurrence de ces petits cordonniers à la sauvette, avec le soutien de la corporation⁸³. Ainsi, en 1738, la corporation demanda à la Chambre des Lords une application plus stricte de la loi de 1603 qui interdisait aux corroyeurs de vendre le cuir au détail, car ils « pratiquaient le métier de cordonnier en découpant le cuir »⁸⁴. Mais la corporation n'était pas unie. De nombreux maîtres plus modestes de la corporation, et la plupart des petits cordonniers non-corporés de Londres soutinrent la contre-attaque des corroyeurs, expliquant que

« il est évident que la tendance du riche cordonnier est de garder le métier de la cordonnerie entre les mains de quelques-uns au préjudice non seulement du public, mais aussi de milliers de personnes du métier qui devront, selon toute vraisemblance, abandonner leur famille pour partir à l'étranger afin d'y trouver du pain, au grand détriment de la nation britannique »⁸⁵.

L'opposition des corroyeurs et des petits cordonniers fut si forte que le Parlement décida en 1739, après une longue hésitation, d'abroger la disposition législative en question, laissant les fabricants petits et grands coexister du mieux qu'ils pouvaient⁸⁶.

Compagnons ou chambrelans ?

Les tentatives de ces chambrelans essayant de travailler à leur propre compte soulignent la position assez contradictoire dans laquelle se trouvaient les compagnons⁸⁷. Dans le système artisanal traditionnel, le compagnon au service d'un maître faisait autant partie d'une famille que d'une entreprise⁸⁸. Salarié du maître, il se trouvait à travers lui intégré à une communauté artisanale. En principe, cette situation devait être transitoire : l'état de compagnon

81. GL 24963 ; R. CAMPBELL, *The London Tradesman*, London, 1747, p. 217 ; RIELLO, « Nature, production and regulation », art. cit.

82. GL 7353/4, f° 108-9 ; John RULE, *The experience of Labour*, op. cit., p. 34.

83. La *London Cordwainers' Company* tenta de mobiliser différentes corporations provinciales et sociétés locales de cordonniers en sa faveur auprès du Parlement ; sans toujours recevoir le soutien espéré : GL 7361, f°. 17-42. Voir également C. H. W. MANDER, *A Descriptive and Historical Account*, op. cit., p. 89-90.

84. Loi de 1603 sur les cuirs et peaux : Statute 1 Jac. I. c. 22 ; *The case of the cordwainers in behalf of themselves, and other manufacturers of leather in this kingdom : humbly offered to the Right Honourable the House of Lords*, London (?), 1738. Voir également M. Dorothy GEORGE, *London Life in the Eighteenth Century*, London, Kegan Paul, Trench & Trubner, 1925, p. 197.

85. *The Case of the Middling and Poorer Sort of Master Shoe-Makers*, op. cit., 1738.

86. 12 Geo II, c. 25, sect. 7 ; GL 7353/5, 30 April 1739. Voir également W. M. STERN, « Control vs. freedom in leather production », art. cit., p. 441-442. Sur toute cette affaire, cf. l'habilitation de Ph. MINARD, « Normes et institutions économiques dans l'Angleterre du "long" XVIII^e siècle », Livre 3, chapitre 3.

87. Sur les chambrelans : James R. FARR, « Cultural analysis and early modern artisans », in G. CROSSICK (ed.), *The artisan and the European town*, op. cit., p. 67-68.

88. R. S. SMITH, « The London apprentices », art. cit., p. 157-161.

n'était qu'une étape entre l'apprentissage et l'installation comme maître⁸⁹. La réalité du marché du travail bouscula ce schéma idéal. En 1747, le Lord-Maire de la Cité de Londres décida d'autoriser tous les maîtres de la ville à employer des compagnons qui n'avaient pas été officiellement inscrits comme apprentis. Ces ouvriers, issus surtout des faubourgs « libres » (*liberties*) de la métropole, devaient compenser le manque de main-d'œuvre⁹⁰. En réalité, les autorités ne faisaient là qu'entériner officiellement un phénomène déjà largement répandu. On a vu qu'en moyenne, seul un tiers des apprentis inscrits auprès de la corporation entre 1690 et 1800 achevaient leur apprentissage et devenaient membres du corps, ce qui signifie que sur un siècle environ, seuls 1 500 hommes ont pu légalement pratiquer leur métier de cordonnier de façon légale dans la ville et dans sa juridiction, à deux miles à la ronde. La faiblesse de ces chiffres explique pourquoi il était vite devenu nécessaire d'employer des compagnons qui n'avaient pas fait d'apprentissage officiel.

L'expansion du marché londonien impliquait aussi que de nombreux compagnons étaient employés en dehors des ateliers – sans supervision directe mais toujours sous la dépendance de leurs maîtres⁹¹. Ce système d'externalisation du travail, qui se développa largement dans la moitié du XVIII^e siècle⁹², favorisa l'apparition de nouvelles formes de commercialisation, comme les magasins ou grossistes qui proposaient des chaussures toutes faites, en compétition directe avec le système traditionnel centré sur l'atelier et promu par la corporation⁹³. Revendeurs et marchands en gros étaient approvisionnés par une armée de petits cordonniers qui souvent n'étaient pas membres de la corporation⁹⁴. Ceci permettait l'acquisition de stocks imposants, mais c'était une pratique illégale : selon les règles corporatives, on n'avait le droit de vendre que les chaussures fabriquées sur place⁹⁵. Toutefois, un certain nombre de membres de la corporation violaient eux-mêmes ces règles, qu'il s'agisse de petits maîtres vendant à des grossistes, ou bien au contraire, de gros fabricants propriétaires de magasins de chaussures. En fait, les uns et les autres se présentaient comme de simples maîtres aux yeux de la corporation, tout en se livrant à ces diverses pratiques illégales. Dans d'autres

89. I. K. BEN-AMOS, « Failure to become freemen », art. cit., p. 154-72. On sait que depuis le XV^e siècle, un nombre croissant de compagnons ne devenaient pas maîtres.

90. C. W. BROOKS, « Apprenticeship, social mobility and the middling sort, 1550-1800 », in J. BARRY, C. W. BROOKS (eds.), *The Middling Sort of People*, cit., p. 73.

91. Robert S. DUPLESSIS, *Transitions to Capitalism in Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 272-273 ; J. R. FARR, « On the shop floor », art. cit., p. 32-42.

92. Derek KEENE suggère que la spécialisation et la complexité croissantes des métiers urbains constitue une tendance longue, remontant au Moyen Âge : « Continuity and development in urban trades : problems of concepts and the evidence », in P. J. CORFIELD, D. KEENE (eds.), *Work in Towns*, op. cit., p. 1-16.

93. Giorgio RIELLO, « Dal “proto-consumo di massa” alla “produzione in serie” : Il caso del calzaturiero inglese nel Lungo Settecento », *Annali della Fondazione Einaudi*, 36, 2002, p. 229-252.

94. John H. CLAPHAM, *An Economic History of Modern Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 1926, vol. 1, p. 167-168.

95. M. D. GEORGE, *London Life*, op. cit., p. 196. Ceci était rendu possible par l'externalisation d'une seule partie du processus productif. Les étapes de production à forte valeur ajoutée restaient elles entre les murs de l'atelier. Voir également Dorothy S. DAVIS, *A History of Shopping*, Oxford, Routledge, 1966, p. 113-115.

cas, les maîtres artisans ouvraient des commerces dans les faubourgs de Londres, où la corporation n'avait pas compétence pour intervenir légalement⁹⁶.

Pour les compagnons, toutes ces évolutions commerciales impliquaient qu'ils n'étaient plus du tout des maîtres en devenir, mais simplement des salariés à vie⁹⁷. L'importance des conflits salariaux dans le dernier quart du XVIII^e siècle manifeste l'inquiétude grandissante que provoquait cette situation. Entre 1717 et 1760, on ne dénombre que trois conflits de ce type en Grande-Bretagne, mais une douzaine dans les quarante années qui suivirent⁹⁸. John Rule a montré l'importance de ces conflits salariaux dans le dernier quart du XVIII^e siècle : d'où la succession de lois interdisant les coalitions chez les tailleurs (1721), dans la draperie (1726) puis la chapellerie (1777) et la papeterie (1794). Enfin, les *Combination Acts* de 1799 et de 1800 s'appliquaient à tous les métiers⁹⁹. Ces coalitions ouvrières ont été interprétées comme une réaction à la montée de rapports sociaux de type capitaliste. La valeur symbolique de la qualification se trouvait minorée, au profit de la seule force de travail. C'est dans ce nouveau contexte que le syndicalisme naissant s'efforça de défendre la valeur monétaire du travail, plutôt que les valeurs traditionnelles de fraternité communautaire et de compétence professionnelle, censées unir maîtres et compagnons¹⁰⁰. La corporation, pour sa part, tentait de jouer le rôle de médiateur entre les deux parties. Lorsqu'en juin 1766, les compagnons cordonniers se coalisèrent pour obtenir une augmentation de salaire, leurs protestations furent si vives que les officiers de la corporation durent intervenir pour rétablir l'ordre et tenter de réconcilier compagnons et maîtres¹⁰¹. Mais il est clair qu'une nouvelle ère était en train de s'ouvrir.

96. R. FINLAY, B. SHEARER, « Population growth and suburban expansion », in A.L. BEIER, R. FINLAY (eds.), *London 1500-1700*, cit., pp. 44-46.

97. Cela est évident avec la création, en 1784, d'un large réseau de compagnonnage (*tramping*) appelé la *Friendly Society of Cordwainers of England*. La communauté fournissait du travail à ceux qui n'en avaient pas dans leur ville d'origine. Thomas Preston, un compagnon cordonnier londonien quitta Londres en 1791 et au cours des trois années suivantes travailla dans le Kent, l'Essex, à Birmingham, Nottingham, Sheffield, Warrington, Manchester, Liverpool, Dublin, Cork, Bristol, Bath et Oxford : Thomas PRESTON, *The Life and Opinions of Thomas Preston, Patriot and Shoemaker*, London, 1817, p. 7, cité dans Malcolm CHASE, *Early Trade Unionism. Fraternity, Skill, and the Politics of Labour*, Aldershot, Ashgate, 2000, p. 62.

98. C.R. DOBSON, *Masters and Journeyman. A Prehistory of Industrial Relation, 1717-1800*, London, Croom Helm, 1980, p. 24. Sur la période entre 1717 et 1760, il y eut 117 conflits de compagnons dans tous les corps de métier britanniques, alors qu'on en décompta 266 entre 1761 et 1800.

99. John RULE, *The Labouring Classes in Early Industrial England, 1750-1850*, Londres, Longman, 1986, p. 259-260 ; M. D. GEORGE, « The Combination Laws », *Economic History Review*, 1^{re} ser., VI / 2, 1936, p. 172-178.

100. Edward P. THOMPSON, *La formation de la classe ouvrière anglaise* (1963), Paris, Seuil/Gallimard, 1988, p. 454-464 ; John RULE, *The Experience of Labour*, op. cit., p. 62-64.

101. P. N. SUTTON, « Metropolitan artisans and the discourse of the trade », PhD. cit., p. 54 ; GL 7353/6, f° 301-310. La corporation intervint également en mai 1777 (GL 7353/7, f° 121-24), mars 1792 (GL 7353/8, f° 55), janvier 1798 (GL 7353/8, f° 231) et mai 1825 (GL 7353/10, f° 160-4). Voir également Arthur ASPINALL, *The Early English Trade Unions : Documents from the Home Office Papers in the Public Record Office*, London, Batchworth Press, 1949, p. 83-84 ; C.R. DOBSON, *Masters and Journeyman*, op. cit., p. 24-25 ; L. D. SCHWARZ, *London in the age of industrialisation*, op. cit., p. 196 ; David R. GREEN, « Lines of conflict : labour disputes in London 1790-1870 », *International Journal of Social History*, XLIII/2, 1998, p. 203-233.

J'ai cherché à montrer que la disparition du système corporatif, dans le cas de la cordonnerie londonienne, n'a pas été aussi évidente et inéluctable qu'on a pu le penser. Lorsque l'on considère les interactions entre le métier et la corporation éponyme, la *Cordwainers' Company* offre un exemple singulier et complexe. En particulier du fait de la structure artisanale et familiale du métier de cordonnier, et de sa reproduction à travers l'apprentissage. On a vu que le recrutement était de plus en plus local et endogène. Du coup, cette corporation est restée largement homogène au plan professionnel : contrairement à d'autres *guilds* londoniennes, la *Cordwainers' Company* est restée dominée par des cordonniers de métier.

Confrontée à des évolutions qu'elle ne pouvait empêcher, elle s'efforça de maintenir de son mieux un contrôle sur la profession, de façon souple et pragmatique, en évitant les confrontations trop directes. Pour conserver son pouvoir, elle l'assouplit, tentant d'intégrer sous sa coupe les fabricants non-corporés.

Mais cette stratégie s'avéra finalement insuffisante, puisque le marché se détourna de Londres et de ses environs – où les efforts mesurés d'une corporation pouvaient encore espérer avoir prise sur le cours des événements – pour un réseau national de production et de distribution. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la croissance de Londres offrit de nouvelles opportunités au commerce en dehors du système corporatif. L'importation de chaussures du Yorkshire, Staffordshire et Northamptonshire créa une division claire entre la production et la distribution, une séparation à laquelle la *Cordwainers' Company* avait essayé de résister durant des dizaines d'années¹⁰². Cette nouvelle structure de production et de distribution ne pouvait être contenue ni dans les limites étroites de l'entreprise familiale ni dans le système corporatif. La stratégie défensive adoptée par la *Cordwainers' Company* (et par d'autres) avait trouvé ses limites¹⁰³.

Giorgio RIELLO

Department of History
University of Warwick
Coventry CV4 7AL
Royaume-Uni
g.riello@warwick.ac.uk

102. Dès 1747, R. CAMPBELL écrivait que «les cordonniers de la campagne approvisionnent la plupart des salles de vente de la ville, le coût de production étant trop élevé pour permettre à ces commerçants d'employer des ouvriers londoniens» : *The London Tradesman*, *op. cit.*, p. 219.

103. Voir G. D. RAMSAY, «Victorian historiography and the guilds of London : the report of the Royal Commission on the Liveries Companies of London, 1884», *London Journal*, X/2, 1984, p. 155-166.